

Poids de la mémoire



Le jeudi 1er octobre, une cérémonie en hommage aux filles et femmes autochtones disparues ou assassinées, l'«Arbre de l'honneur» s'est tenue à Yellowknife. Un reportage à lire en page 6 et 7. (Crédit photo : Cécile Antoine-Meyzonnade)

Polytechnique : Yellowknife critique le plan

Des propositions qui manquent d'ambition : c'est en ces termes que sont décrits les programmes d'études suggérés par le GTNO pour la nouvelle université polytechnique, dans une lettre signée par la mairesse de Yellowknife, Rebecca Alty.

Thomas Ethier — IJL — Territoires

En vue de l'implantation éventuelle d'un campus au centre-ville de Yellowknife, la municipalité a mandaté une firme externe pour mener une étude de faisabilité et de rentabilité entourant le projet d'Université polytechnique. C'est au nom du comité consultatif universitaire/post-secondaire de Yellowknife (UPAC) que la lettre de la mairesse a été acheminée au ministre de l'Éducation, de la Culture et de la Formation, R. J. Simpson.

Selon le président du comité UPAC, le conseiller municipal Julian Morse, en regard des résultats de cette étude, le GTNO se dirigerait vers un modèle semblable à ce que propose déjà le collège Aurora. «Le collège a été remis à neuf plusieurs fois, ce qui n'a jamais assuré son succès», a-t-il affirmé lors d'une rencontre du conseil municipal, le 5 septembre.

Une occasion manquée

Selon le comité UPAC, avec les programmes d'étude proposés pour la nouvelle université, le GTNO échouera à se démarquer au sein du Canada et à travers le monde, et aura peu à offrir pour attirer des étudiants de l'extérieur du territoire. «[Ces programmes d'études] ne seront pas concurrentiels par rapport à l'Université du Yukon, qui est juste à côté d'ici et qui sera une compétitrice directe», a avancé M. Morse.

Une occasion manquée, selon lui, de contribuer à développer un réseau d'étude et de recherche solide dans le Nord canadien. «Ce que nous espérons, c'est de créer des partenariats, a-t-il ajouté. Notre université serait perçue comme une partenaire pour des établissements comme l'Université du Yukon, en proposant une offre de programmes élargie qui nous permettrait de contribuer au développement d'un réseau d'établisse-

ments postsecondaires pour le Nord du Canada.»

«Il y a beaucoup de financement de prévu pour ce genre d'établissement dans le Nord. Or, en allant dans la direction proposée par le GTNO, nous craignons que la majeure partie de ce financement aille vers des établissements comme l'Université du Yukon, a-t-il indiqué. C'est le moment pour nous de mettre en lumière les risques qui seront associés à un tel manque d'audace.»

Des programmes non compétitifs

«Les domaines de spécialisation proposés sont trop larges, et ne focalisent pas sur ce qu'une université polytechnique pourrait ou devrait offrir dans le Nord canadien», résume-t-on dans la lettre envoyée au ministre.

Le comité UPAC y déplore notamment qu'aucun programme en sciences sociales ne soit inclus dans les propositions. «Le

secteur public est un important employeur dans le Nord et un tel programme permettrait le développement de l'esprit critique nécessaire au succès en recherche et en analyse, souligne-t-on. Les diplômes en sciences sociales sont populaires parmi les étudiants internationaux et canadiens. En les excluant, nous manquons l'occasion d'étendre notre population étudiante.»

On déplore également que les domaines d'études proposés se limitent aux technologies entourant la machinerie et le commerce, n'incluent pas les hautes technologies, comme la programmation.

«Le fait de n'accorder que peu d'importance aux nouvelles technologies, dans un contexte où le travail à distance peut générer de l'emploi dans des endroits reculés, est une occasion manquée, sachant que le secteur minier évolue vers les technologies à distance et automatisées», indique-t-on dans la lettre.

Les Ténos ont acheté (pas mal) plus de pot durant le confinement

Page 3



Différentes approches à la cogestion des aires protégées

Page 8

Éditorial

Batiste Foisy

Un lieu à la mesure de nos ambitions

Alors que ces lignes sont écrites, une rencontre d'information devant faire le point sur le projet de centre communautaire (ou culturel?, on ne sait plus trop) Francoténois n'a pas encore eu lieu. Elle doit se tenir sur l'incontournable plateforme de vidéoconférence Zoom, le jeudi 8 octobre, en soirée, soit la veille de la date de publication de ce journal, mais après son impression. Selon nos informations, on devrait y annoncer que l'option d'acquérir un terrain au centre-ville de Yellowknife a été écartée et que l'on compte plutôt bâtir un nouvel édifice sur le site de l'actuelle Maison Laurent-Leroux, mieux connue par son surnom de «Maison Bleue». C'est bien sûr là que sont situés les locaux de ce journal, et c'est un peu de cette manière que nous pouvons anticiper le choix du comité.

Ce dossier du centre culturel est à la fois un rêve et un cauchemar pour notre communauté. Un cauchemar récurrent. Longtemps espéré, souvent abandonné, cela fait plusieurs décennies que la francophonie ténosie a pour projet de se doter d'une telle institution, mais le parcours est semé d'embûches. Depuis les années 1990, quatre tentatives distinctes de créer un tel espace ont été mises de l'avant; et par trois fois nous avons échoué.

Ce n'est pas non plus un caprice. Nous sommes la seule communauté francophone de tout le Canada qui n'a pas son lieu de rassemblement. Difficile de réprimer une pointe d'envie, lorsque l'on constate que des communautés moins nombreuses que la nôtre, que ce soit au Nunavut ou à Plamondon, en Alberta, disposent d'installations communautaires bien plus spacieuses, capables d'accueillir des concerts, par exemple.

Il est depuis longtemps établi et compris des bailleurs de fonds fédéraux que les communautés linguistiques en situation minoritaire ont besoin de tels lieux pour permettre leur épanouissement culturel, des endroits où l'on peut être en contact avec sa culture et être libre de la pratiquer sans jugement — un safe space, dirait-on aujourd'hui.

Or, comme l'a mis en garde la Fédération franco-ténosie dès le début du présent processus, cette quatrième tentative est probablement la dernière dont nous disposons. Le projet ne peut plus retourner à la case départ. Il va falloir se brancher.

S'il est nécessaire de faire des compromis et de retenir une option à la mesure de nos moyens limités, il y a tout de même des barèmes minimaux à atteindre, sinon à quoi bon? On ne va tout de même pas bâtir pour bâtir.

Bien loger nos organismes communautaires est important, mais ça ne devrait pas être le principal leitmotiv de l'entreprise. Le centre culturel francoténosie doit d'abord et avant tout être un endroit où les Francoténois peuvent se rassembler et accueillir, et, bien entendu, un lieu de diffusion culturelle. Un projet où la communauté et la culture seraient reléguées à un corridor, comme celui présenté en février dernier, ne répond ni aux attentes de la communauté, ni n'assure son épanouissement.

L'aquilon

www.aquilon.nt.ca
direction.aquilon@northwestel.net
C.P. 456, Yellowknife,
NT, X1A 2N4
(867) 766 - 5172

Directeur : Maxence Jaillet
Rédacteur-en-chef : Batiste Foisy
Correction : Anne-Dominique Roy
Maquette : Patrick Bazinet

Journalistes : Cécile Antoine-Meyzonnade,
Thomas Ethier, Nelly Guidici
Nicolas Servel

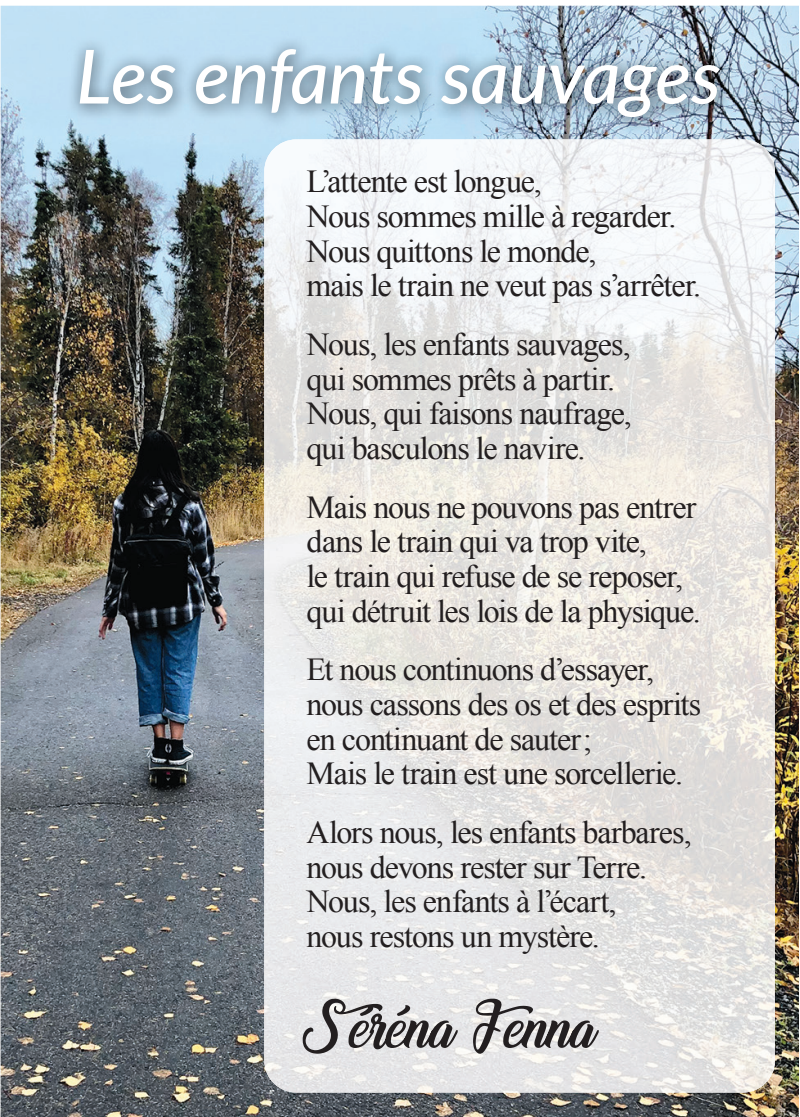
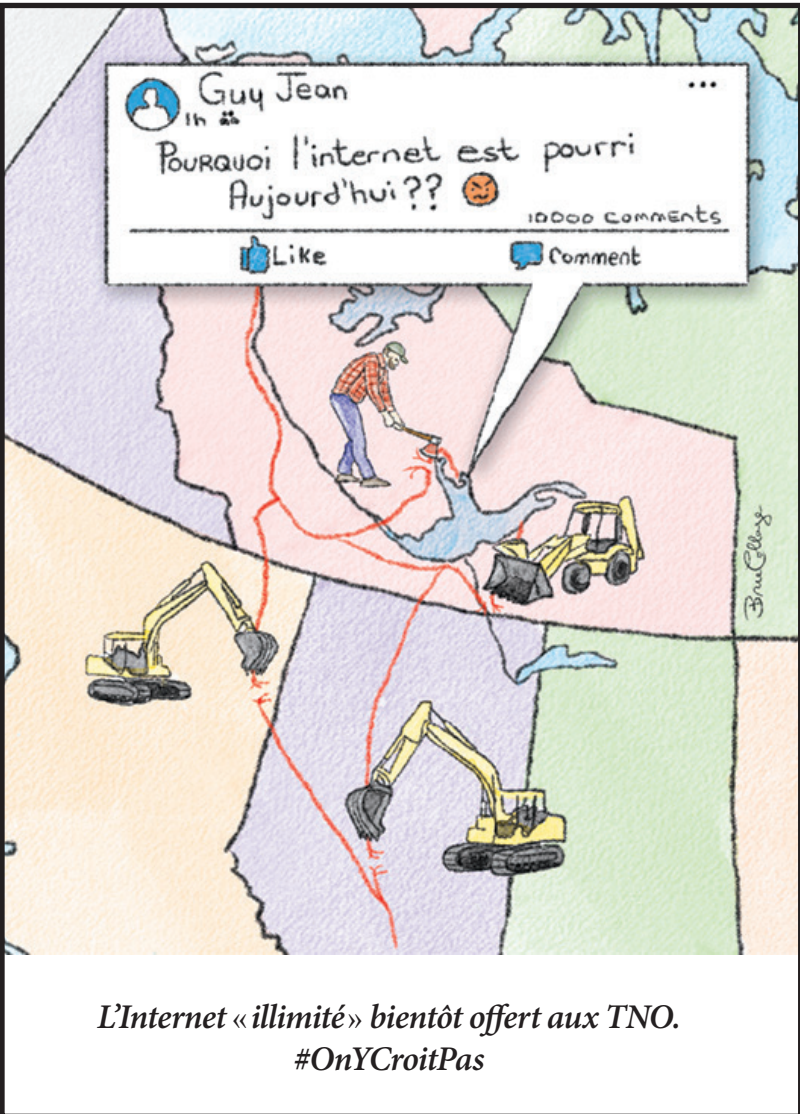
Journal hebdomadaire publié le vendredi depuis 1986, *L'Aquilon* est la propriété des Éditions franco-ténosies/*L'Aquilon* subventionnées par Patrimoine canadien. Sauf pour l'éditorial, les textes n'engagent que la responsabilité de leur auteur-e et ne constituent pas nécessairement l'opinion de *L'Aquilon*. Toute correspondance adressée au journal doit être signée et accompagnée de l'adresse et du numéro de téléphone de l'auteur-e. La rédaction se réserve le droit de corriger ou d'abrégier tout texte. Dans certains cas où les circonstances le justifient, *L'Aquilon* accèdera à une requête d'anonymat. Toute reproduction partielle est fortement recommandée à condition de citer la source. *L'Aquilon* est membre de l'Association de la presse francophone (APF) et applique la graphie rectifiée. N° ISSN 0834-1443

nouvelle orthographe

APF Association de la presse francophone

FIER MEMBRE

Abonnement annuel Version papier 35 \$
Abonnement annuel Version PDF 30 \$
Représentation commerciale nationale :
Lignes Agates Marketing 1-866-411-7486



LA COLONNE

Rainbow Coalition : cercle de paroles

Le lundi 12 octobre, de 18 à 20 heures, l'association Rainbow Coalition invite toutes personnes intéressées à raconter leur expérience de *coming out* lors d'un cercle de paroles. Boissons et nourritures seront servies. Pour s'inscrire ou en savoir plus, contacter l'organisme grâce au courriel programs@rainbowcoalitionyk.org.

AGA CDÉTNO

Le 21 octobre à 18 heures, le Conseil de développement économique des TNO (CDÉTNO) organise son assemblée générale annuelle. Celle-ci se déroulera en virtuel sur la plateforme Zoom. Deux postes d'administrateurs doivent être pourvus au conseil d'administration. Pour plus de renseignements ou pour s'inscrire, contactez l'organisme au courriel communication@cdetno.com.

COVID-19 : 12 millions \$ pour les écoles

Le jeudi 1^{er} octobre, le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest a annoncé une nouvelle aide de 12 371 millions de dollars pour les écoles du territoire. De cette somme, 4,85 millions proviennent du gouvernement du Canada. Ce financement permettra aux écoles ténosies de couvrir certains frais supplémentaires liés aux mesures adoptées pour lutter contre la pandémie. Achats d'ordinateurs portables, de tablettes, accès à Internet... Ce financement permettra aux écoles de renouveler leurs équipements, mais également de pourvoir des postes d'enseignants, de suppléants ou de préposés à l'entretien ménager.

Service de transport maritime :

12 collectivités ténosies rechargées

Le Service de transport maritime (STM) a achevé son programme d'approvisionnement maritime saisonnier. Durant deux mois, des millions de litres de carburant et des tonnes de marchandises ont été acheminés dans les collectivités ténosies. Le 10 juillet 2020, les premières barges sont parties de Hay River pour desservir une douzaine de collectivités dont Aklavik, Norman Wells, Lutsel K'e, Tulita, Fort Good Hope, Inuvik, Tuktoyaktuk, Ulukhaktok, Sachs Harbour et Paulatuk. La dernière livraison a été effectuée le 19 septembre 2020. Au total, 27,9 millions de litres de carburant et 2 720 tonnes de marchandises ont été livrés. Quelque 171 personnes, y compris 9 diplômés du Centre de formation maritime de Hay River, ont permis d'approvisionner les collectivités. Pour rappel, le Service de transport maritime est une société d'État créée à la suite de la faillite du transporteur NTCL en 2016.

Collaboratrices et collaborateurs de cette semaine :

Oscar Aguirre
Séréna Jenna
Xavier Lord-Giroux
Brie Collage

Langues officielles à l'Assemblée législative

Audiences publiques reportées

C'est ce jeudi 8 octobre que devait avoir lieu l'Audience publique sur l'utilisation des langues officielles à l'Assemblée législative, audience tenue sous l'égide du Comité des règles et procédures. Or, après avoir constaté, dans la soirée du 6 octobre, que les invitations réservées aux parties prenantes n'avaient pas été envoyées, le président du comité et député de Frame Lake, Kevin O'Reilly, a choisi de reporter l'évènement en novembre.

Thomas Ethier — IJL — Territoires

C'est une demande d'entrevue soumise par Radio Taïga à M. O'Reilly, concernant la façon dont le public et les organisations ont été invités à l'évènement, qui a mis la puce à l'oreille. « Normalement, on envoie une lettre aux parties prenantes, soit les organisations et les individus qui pourraient avoir un intérêt particulier quant au sujet traité dans ces audiences publiques. Après avoir pris connaissance de cette demande d'entrevue, je suis moi-même allé faire des vérifications, et j'ai constaté que ces invitations n'ont pas été envoyées », a expliqué M. O'Reilly à Radio Taïga.

Le président du comité a également présenté ses excuses. « En tant que président du comité, c'est ma responsabilité de m'assurer que ces choses sont faites, et je pense que nous pourrions faire mieux à l'avenir. Nous allons nous assurer que les invitations soient bien envoyées aux personnes concernées, et que les représentants auront l'habileté de participer de façon efficace dans la langue officielle choisie », a-t-il ajouté, en précisant que des « efforts supplémentaires seront également faits pour assurer une traduction simultanée des audiences, au moins en français et en t̥chq̃. »

Depuis que les audiences des comités se déroulent essentiellement en ligne, la

disponibilité des services d'interprétation n'a pas toujours été possible.

La FFT n'était pas au courant. Radio Taïga a soumis une demande d'entrevue à M. O'Reilly après que la Fédération franco-ténoise (FFT) ait affirmé ne pas avoir été invitée à ces consultations publiques sur le thème des langues officielles. En apprenant, le 6 octobre, la tenue de cet évènement, la directrice générale de l'organisme porte-parole de la francophonie ténoise, Linda Bussey, a indiqué que son organisation n'allait pas s'y présenter.

C'est qu'en plus de ne disposer que d'un court délai de préparation, l'organisme tient, le jeudi 8 octobre, une séance d'information sur le futur centre communautaire franco-ténois, au même moment où devaient avoir lieu ces audiences publiques.

L'information entourant l'évènement a toutefois été partagée par courriel aux médias ainsi qu'aux membres du public inscrits à l'infolettre de l'Assemblée législative — informations reçues par Radio Taïga et le journal L'Aquilon le 1er octobre. Un communiqué a également été publié sur le site Web de l'Assemblée législative.

Questionnée quant aux recherches proactives effectuées à la FFT afin de repérer les évènements d'intérêts pour les communautés linguistiques du territoire,



Les comités parlementaires n'invitent que rarement les interventions du public, et traitent encore plus rarement des langues officielles (Crédit photo: Batiste Foisy)

Mme Bussey a répondu que, dans ce type de situation, il est de la responsabilité de l'Assemblée d'envoyer des invitations ciblées aux organismes.

« Tout ce qui est envoyé aux services de communications de la FFT, en ce moment, est acheminé directement vers ma boîte courriel, a-t-elle indiqué. Si vous dites que

c'est nous qui aurions dû nous mettre au courant de ce qui se passe, je répondrai que, selon moi, c'est à l'Assemblée de nous informer de ce qui se passe, surtout s'il y a des conversations sur les langues officielles. »

Le report soudain des audiences semble ainsi donner raison à la directrice générale de la FFT.

Nette augmentation des ventes de cannabis aux TNO durant le confinement

Pour la première fois depuis la légalisation, les ventes de cannabis aux TNO ont dépassé le cap du million de dollars lors du trimestre avril-juin 2020, soit une hausse d'environ 40 % depuis le début de la pandémie.

Cécile Antoine-Meyzonnade

Entre avril et juin dernier, premiers mois marquant le début de la crise sanitaire mondiale, la consommation de cannabis a nettement augmenté dans l'ensemble du Canada.

Par ennui, angoisse ou crainte de pénurie, les acheteurs ont davantage consommé et les ventes auraient augmenté de plus de 18 % dans le pays, entre juillet 2019 et juillet 2020, selon Statistique Canada.

Le bureau des statistiques du GTNO a publié un tableau contenant les données les plus récentes de la vente de cannabis légal au territoire. Sur l'ensemble des cinq points de vente des TNO (Yellowknife, Norman Wells, Hay River, Fort Smith, Fort Simpson), ainsi qu'en ligne, on peut noter que sur la période d'avril à juin, plus d'un million de dollars (1 004 700 \$) de cannabis ont été vendus, soit environ 300 000 \$ de plus qu'entre janvier et mars.

Plus encore, si l'on compare avec la même période, en 2019, on peut constater une hausse de plus de 47 % des ventes.

Bien que cette hausse des ventes de cannabis légal survienne lors de la période de confinement, l'administration de la santé publique des TNO hésite à établir un lien entre ces deux évènements. Radio Taïga a acheminé une demande d'information à la santé publique et est dans l'attente de commentaires.

91 % d'augmentation à Hay River et à Fort Simpson

Dans chacun des lieux d'achat des TNO, l'augmentation des ventes de cannabis, tous produits confondus, est significative.

Dans la capitale comme à Fort Simpson, en comparaison de 2019, on recense cette année plus de 31 % d'augmentation des ventes pour la période avril-juin.

C'est du côté de Hay River et de Fort Simpson que l'augmentation est la plus conséquente avec une croissance de 91 % de ventes de cannabis. La collectivité de Norman Wells accuse, quant à elle, une hausse des ventes de 78 %.

Les ventes en ligne semblent, elles, être les seules à avoir diminué, passant de 33 000 dollars entre octobre et décembre 2018 à seulement 4 600 dollars à la même période en 2019. D'avril à juin 2020, on note seulement une très légère augmentation des ventes en ligne.



Si les ventes de cannabis ont bel et bien augmenté durant la pandémie, il est hâtif de décréter que les deux phénomènes sont liés. (Credit photo : Nicolas Servel)

Félicitations, Mme Kim !

À l'occasion de la Journée mondiale des enseignants, le 5 octobre, trois enseignantes des TNO se sont vues remettre un prix du gouvernement fédéral. Kim Ivanko de l'école Boréale a reçu le certificat d'honneur.



L'enseignante d'anglais Kim Ivanko (au centre) entourée de ses collègues de l'école Boréale. Mme Kim enseigne depuis 14 ans dans l'école francophone du Slave Sud. (Courtoisie CSFTNO)

Cécile Antoine-Meyzonnade

Depuis 26 ans, les premiers ministres du gouvernement fédéral remettent des prix aux enseignants exerçant à travers tout le Canada. Les domaines concernés sont la science, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques. Cette année, en 2020, trois enseignantes des TNO ont été récompensées : Carolyn Matthews, de l'école secondaire Paul William Kaeser de Fort Smith, Jennifer Kravitz, enseignante de en prématernelle à l'école N. J. MacPherson de Yellowknife

et, enfin, Kim Ivanko, de l'école Boréale, à Hay River. «C'est un honneur vraiment incroyable, explique celle qui enseigne l'anglais dans l'école francophone du Slave Sud depuis maintenant 14 ans. Je dois remercier mes élèves parce qu'ils sont tellement fantastiques. Ils rendent mon travail plus facile et magique.» Elle enseigne cette année à une quarantaine d'élèves, de la 5^e à la 12^e année. En complément de ce certificat d'excellence, un montant de 5 000 \$ est également décerné, à se partager entre la lauréate et

son école. «Je ne sais pas encore ce que je vais en faire, mais ce sera une discussion avec les élèves et l'administration», détaille-t-elle. Redevable jusqu'au bout à son établissement, tout ce dont elle est certaine pour l'heure est que cette somme servira à monter un projet avec l'école. **1 600 enseignants récompensés depuis 1994** D'après les informations inscrites sur le site du gouvernement, 1 600 enseignants ont été gratifiés depuis 1994. «Jusqu'à 10 certificats d'excellence et jusqu'à 25 certificats

d'honneur sont remis chaque année dans cette catégorie», peut-on lire. Les bourses des lauréats sont financées par la fondation RBC et la fondation familiale Trotter. Lors de la cérémonie virtuelle de remise des prix, le premier ministre du Canada, Justin Trudeau, qui a lui-même exercé cette profession, s'est adressé directement aux enseignants : «À cause de la pandémie de la COVID-19, votre travail n'a jamais été aussi important, mais aussi, difficile. Vous mettez votre santé à risque tous les jours pour éduquer la prochaine génération de Canadiens.»



Si vous avez entre 50 et 74 ans, une trousse de TIF sera livrée dans votre boîte aux lettres!



Pour en savoir plus, communiquez avec un professionnel de la santé ou consultez le site Web <https://www.cancertno.ca>.



La saison de la grippe 2020 est arrivée! Oui au vaccin, non à la grippe!

Aidez à protéger tous les résidents. Ensemble, disons NON à la grippe!



Pour en savoir plus, visitez le NTHSSA.ca/fr/grippe.

Parti vert

« Notre parti est le plus progressiste » – Annamie Paul

FRANCOPRESSE – En entrevue avec Francopresse, Annamie Paul souligne que « nous avons seulement une dizaine d'années pour nous attaquer à la crise climatique ». Francopresse a pu aborder, avec la nouvelle cheffe des verts, de nombreuses thématiques dont le revenu minimum garanti, la place du Parti vert sur la scène fédérale et la situation du français en milieu minoritaire. Le tout, dans la langue de Molière.

Bruno Cournoyer Paquin
– *Francopresse*

Francopresse : Félicitations pour votre victoire. Elizabeth May a été à la tête du Parti vert pendant près de 15 ans, comment envisagez-vous reprendre le flambeau ?

Annamie Paul : D'abord je dois remercier Elizabeth pour tout son excellent travail, et j'ai vraiment hâte de travailler avec elle. Elle est une membre de notre caucus et je suis vraiment ravie. Moi, je suis là pour reprendre le flambeau et essayer de rassembler plus de Canadiens et plus de membres vers notre parti pour soutenir nos idées et contribuer à élire plus de verts pour que nos politiques puissent entrer dans notre vie politique et aider les Canadiens.

La priorité des verts a toujours été la sauvegarde de l'environnement. Cependant, les autres partis politiques prennent aussi un virage écologique sous la pression populaire. Comment comptez-vous positionner le parti dans ce paysage ?

Je vais continuer de résister à l'idée que tout est réglé, que tous les partis politiques ont leur plan pour l'environnement et pour le climat. Le fait reste que le Parti vert est le seul parti, parmi les partis majeurs au Canada, qui a proposé un plan et des cibles qui correspondent à la science. Et nous avons seulement une dizaine d'années pour nous attaquer à la crise climatique.

Votre discours inaugural a mis l'accent sur l'importance de la diversité. Comment est-ce que le Parti vert compte faire la promotion de la diversité ?

En élisant la première *personne*, pas même [seulement la première] femme, la première *personne* noire au Canada, et la première femme juive au Canada [à la tête d'un parti politique fédéral, *NDLR*]. Ce sont deux choses historiques. C'est un signal de nos membres qu'ils veulent prioriser la diversité et qu'ils comprennent bien que c'était une grande lacune aux plus hauts niveaux de notre vie politique.

Le public place souvent le Nouveau Parti démocratique et le Parti vert dans le même espace politique. Comment est-ce que le Parti vert se distingue du NPD ?

Notre parti est le plus progressiste parmi les partis majeurs, qui incluent le NPD. J'étais candidate lors de la dernière élection et notre parti était le seul de parler d'une décriminalisation des drogues, d'une éducation postsecondaire universelle, d'un revenu minimum garanti. On veut coopérer avec eux et les autres partis sur ces enjeux, mais on était les premiers et on reste les plus progressistes.

Quelle est la perspective du Parti vert sur le français en situation minoritaire ?

Mes deux enfants font partie de la francophonie, ils ont fait leur éducation ici et à l'étranger en français. J'ai été très fière d'inscrire mon fils dans le système public français, ici en Ontario.

Mais en matière de politiques publiques, comment est-ce que le Parti vert va supporter le français en situation minoritaire ?

Ça commence par s'assurer que nous sommes complètement bilingues et tra-



La nouvelle cheffe du Parti vert, Annamie Paul.

(Crédit photo : Rebecca Wood) :

vailler avec notre caucus francophone au Québec et hors du Québec pour créer des politiques pour soutenir ces communautés minoritaires.

Nous avons parlé de ça dans notre programme de 2019 [il y a une clause sur la modernisation de la *Loi sur les langues officielles* dans la plateforme de 2019 du Parti vert, *NDLR*]. Et nous allons avoir une convention en 2021 pour renouveler nos politiques, je sais que c'est un des enjeux dont nous allons discuter l'année prochaine.

Un des enjeux avec l'éducation en français en milieu minoritaire est la pénurie d'enseignants. Est-ce que vous croyez qu'il devrait y avoir un plus grand rôle pour le gouvernement fédéral dans l'éducation postsecondaire ?

C'est très intéressant comme idée. Je sais que nous avons besoin de solutions, parce que l'éducation dans la langue seconde est une énorme barrière pour les francophones qui veulent apprendre l'anglais et l'inverse pour les anglophones, et ça devient un grand souci pour moi parce que ça revient à marginaliser des personnes qui sont déjà marginalisées, et ça devient un luxe d'apprendre notre langue seconde.

Donc j'aimerais bien voir les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral coopérer sur la création d'un vrai plan d'action pour former des professeurs et avoir une société qui soit vraiment bilingue.

Vous êtes candidate à l'élection partielle dans Toronto-Centre, une circonscription où vous avez terminé 4^e lors de la dernière élection. Quelle est votre stratégie pour l'emporter cette fois ?

Maintenant que je suis cheffe d'un parti majeur fédéral, j'espère que ça va attirer plus d'intérêt parmi les résidents et dans la presse. Aussi, nous sommes en plein milieu d'une crise sans précédent. La pandémie a changé beaucoup de choses dans cette circonscription, et pour le pire. Donc les gens ont besoin vraiment d'une représentation vraie et concrète, et ça fait plusieurs années qu'ils n'ont pas reçu ça du Parti libéral.

Finalement, je crois que les gens cherchent quelque chose d'autre. Ils voient

que ce qu'ils ont ne marche pas, que les politiques ne marchent pas, donc ils souhaitent peut-être faire un choix différent dans cette élection.

Scénario hypothétique : vous devenez première ministre du Canada, avec un gouvernement majoritaire. Quelles seraient vos trois priorités ?

Il faut créer des cibles et un plan pour attaquer la crise climatique.

Il faut saisir cette opportunité dans les prochains mois et années de prendre tout l'argent que nous allons investir dans notre économie pour accélérer une transition vers une économie verte, qui est une économie soutenable, juste et équitable.

Et finalement, il faut compléter notre filet social pour que la prochaine fois que nous serons en crise, nous ayons une valve afin d'être plus résilients et d'éviter le pire pour les citoyens canadiens.

Le Parti vert préconise une transition vers une économie verte. Comment s'assurer de ne pas plonger certaines provinces économiquement dépendantes du pétrole, comme l'Alberta et la Saskatchewan, dans une crise économique ?

C'est une excellente question. Notre but

doit être de faire la transition de manière juste et équitable. La réponse, c'est que nous pouvons investir dans l'économie du futur.

C'est extrêmement irresponsable des gouvernements successifs en Alberta, en Saskatchewan et à Terre-Neuve-et-Labrador de ne pas avoir diversifié leur économie. Là, c'est le moment, nous sommes en train de planifier un investissement sans précédent dans notre économie.

Si on investit sagement dans les infrastructures vertes, dans les technologies propres et dans les énergies renouvelables, ce sont des secteurs où les travailleurs peuvent transférer leurs compétences actuelles directement à ces emplois, et on sait que les emplois dans l'économie verte produisent presque huit emplois par million de dollars investis. En comparaison, un investissement d'un million dans le secteur pétrolier en produit moins de trois.

Alors c'est une bonne nouvelle pour le futur de ces provinces, et j'espère que leurs premiers ministres vont saisir cette opportunité pour finalement diversifier leur économie.

Les propos ont été réorganisés pour des raisons de longueur et de cohérence.



Exprimez-vous sur l'interdiction de vente des produits de vapotage aromatisés

La nouvelle *Loi sur les produits du tabac ou de vapotage* est entrée en vigueur le 31 mars 2020. Le ministère de la Santé et des Services sociaux sollicite l'avis des Ténos quant à l'élaboration de nouveaux règlements sur la vente de produits de vapotage aromatisés en vertu de la nouvelle loi.

La législation du GTNO vise à protéger la santé des résidents en réglementant les endroits où les produits de vapotage seront accessibles, ainsi que la manière dont ils seront rendus disponibles, et en imposant des restrictions supplémentaires à l'affichage et à la publicisation des produits de vapotage aux TNO.

Pour renforcer ces protections, le ministère de la Santé et des Services sociaux s'efforce de déterminer la meilleure approche pour empêcher les enfants et les jeunes d'avoir accès à ces produits.

Vos commentaires nous aideront à élaborer une réglementation. Nous voulons nous assurer que tous les résidents des TNO, en particulier les enfants, les jeunes et les non-fumeurs, sont protégés contre les risques et les dangers que présente le vapotage.

Faites-nous parvenir vos commentaires **du 23 septembre au 18 décembre 2020** :

- par courriel à l'adresse vaping@gov.nt.ca
- en répondant au sondage en ligne. Utilisez le code suivant :



Pour de plus amples renseignements, visitez le www.hss.gov.nt.ca/fr.

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

Célébrations de l'Arbre d'honneur

La mémoire prend racine

Six évènements appelés «Arbre de l'honneur» ont été organisés cet automne en hommage aux filles et femmes autochtones disparues ou assassinées.

Cécile Antoine-Meyzonnade

Depuis quelques semaines, de drôles de fruits en tissus rouges poussent dans certaines villes d'un bout à l'autre des TNO.

Yellowknife ne fait pas exception, plus d'une centaine de personnes s'est réunie le jeudi 1^{er} octobre à la place Somba K'e pour l'évènement de l'«Arbre de l'honneur» («Tree of Honour»). Ces journées sont organisées par le Conseil de la condition des femmes afin d'honorer la mémoire des femmes autochtones assassinées ou disparues. En guise de symbole, des rubans rouges sont noués autour des branches dorées d'un arbre en bordure du parc.

Animatrice lors de cette heure emplie d'émotions, la directrice générale du Conseil de la condition des femmes des TNO, Louise Elder, en distribue un à chaque intervenant.

Ce geste «nous donne l'occasion de rendre hommage aux familles et aux amis qui ont perdu leurs proches et aux gens de notre territoire qui sont en deuil», détaille-t-elle dans sa courte introduction.

«Rester en alerte»

Sans micro, la conseillère municipale de Yellowknife, Stacie Smith, a déclamé, sans notes, son discours, porté par le vent. «Je ne suis pas ici seulement en tant que conseillère de la ville, mais principalement comme femme autochtone, comme mère, fille et sœur», a-t-elle commencé.

Cette célébration, qu'elle qualifie de «profonde», est une «voix pour ceux qui ont disparu».

«Il y a seulement une petite partie d'individus autochtones qui n'a pas été touchée par la violence, continue-t-elle. Une des choses que mes parents m'ont appris est de toujours rester en alerte.»

Par la suite, la jeune femme a raconté une histoire très per-



Après son discours, la présidente de l'Association des femmes autochtones, Jane Weyallon, est allée nouer un ruban rouge autour d'une branche de l'arbre préalablement choisi sur la place Somba K'e'.

(Crédit photo : Cécile Antoine-Meyzonnade)

sonnelle, une expérience passée qui aurait pu mal se dérouler. «J'ai couru aussi vite que j'ai pu, et j'ai demandé à Dieu, fais moi m'envoler», s'est-elle écriée après avoir raconté que des

hommes l'avaient suivi à travers les rues de Winnipeg. «Je faisais partie des chanceuses cette nuit-là.»

«N'ayez pas peur de parler», a de son côté souligné la



L'Institut de recherche Aurora (IRA) du Collège Aurora est à la recherche de deux membres externes pour siéger au Conseil consultatif de recherche (CCR), un comité permanent du Conseil des gouverneurs du Collège.

Le CCR guide le Collège et l'IRA dans la réalisation des buts et des objectifs associés à la recherche, comme exprimés dans le plan stratégique de l'IRA. Pour ce faire, le CCR formule des conseils sur les priorités de recherche du Collège, éclaire le développement et la croissance de la capacité de recherche de l'IRA et du Collège, et définit l'orientation stratégique générale des initiatives de recherche.

Le CCR est composé de trois membres internes et de cinq membres externes forts d'une expertise propre aux TNO dans une discipline universitaire précise. Nous sommes actuellement à la recherche de membres externes qui agiront à titre de représentants pour les domaines suivants:

Sciences de la santé – Ce membre fournit conseils et orientation sur la recherche en sciences de la santé. Le candidat retenu devra posséder une expérience approfondie de la recherche en sciences de la santé aux TNO et des habiletés éprouvées dans l'obtention de fonds de recherche par voie de concours (des Instituts de recherche en santé du Canada, par exemple, ou d'autres organismes).

Savoir traditionnel – Ce membre offre un regard extérieur sur la recherche appliquée au savoir traditionnel. Le candidat retenu doit avoir de l'expérience dans l'utilisation des méthodes de partage des connaissances tirées du vécu, un processus communautaire où tant les jeunes que les aînés et les exploitants des ressources ont un rôle à jouer. Le candidat retenu doit comprendre la pertinence des travaux de recherche dirigés par un aîné, connaître la différence entre une recherche scientifique en milieu communautaire et des travaux de recherche sur le savoir traditionnel en milieu communautaire. Enfin, le candidat retenu doit avoir déjà collaboré avec des communautés, des régions et des organisations autochtones, en plus de posséder une solide expérience en financement compétitif pour la recherche.

Si vous souhaitez offrir vos services, veuillez soumettre votre curriculum vitae et une lettre d'accompagnement qui précise vos antécédents en recherche ainsi que les raisons qui font de vous un excellent candidat pour ce poste avant le **30 octobre 2020**. Veuillez adresser vos questions et votre dossier de candidature au :

Conseil des gouverneurs du Collège Aurora
a/s de Heather Meacock
Adjointe de direction du président
Collège Aurora
C. P. 1290, Fort Smith NT X0E 0P0
Téléphone : 867-872-7009
Télécopieur : 867-872-5143
Courriel: hmeacock@auroracollege.nt.ca

Nous investissons aujourd'hui pour votre avenir.



Qui gère la caisse du RPC?

Investissements RPC est responsable de la gestion de vos cotisations au RPC. Notre stratégie vise à faire en sorte que le RPC soit là pour les générations futures.

Assemblée :

Le conseil d'administration et la direction d'Investissements RPC vous invitent à participer à une assemblée, qui se tiendra en ligne pour faciliter l'accès tout en prenant en compte les mesures sanitaires liées à la COVID-19.

Lieu : Le Nunavut, Le Yukon et es Territoires du Nord-Ouest

Date : Mardi 20 octobre 2020 | 12 h (HAR)

Pour en savoir plus et vous inscrire à l'assemblée publique, consultez le site investissementsrpc.com/fr/.

Vous pouvez également consulter le rapport annuel d'Investissements RPC en ligne ou en demander un exemplaire par téléphone au 1 866 557-9510.

Investissements ^{RPC}



Les joueurs de tambours dénés ont marqué le début de la célébration. (Crédit photo : Cécile Antoine-Meyzonnade)



« Je ne suis pas ici seulement en tant que conseillère de la ville, mais principalement comme femme autochtone, comme mère, fille et sœur », a déclamé la conseillère municipale de Yellowknife, Stacie Smith.

(Crédit photo : Cécile Antoine-Meyzonnade)

présidente de l'Association des femmes autochtones, Jane Weyallon.

Se souvenir et guérir

Présente lors de cette journée à titre de ministre de la Condition des femmes, Caroline Wawzonek a également pris la parole. « C'est un message très puissant de se retrouver comme nous le faisons aujourd'hui », a débuté la députée de Yellowknife Sud.

Raconter et se souvenir des histoires des victimes est, dira la ministre, « une conversation que nous devons continuer d'avoir jusqu'à ce que la violence ne soit qu'un souvenir ».

« Nous devons absolument tous développer

des actions concrètes pour protéger les survivants et leur famille. Logements inadéquats, manque d'éducation et d'emploi, ce sont des réalités qui continuent d'être ancrées dans notre société », a-t-elle continué.

Mme Wawzonek a également insisté sur le fait que le GTNO travaillait avec divers organismes et instances gouvernementales canadiennes sur le sujet. « C'en est qu'un début, mais il y a beaucoup de travail qui est enclenché dans l'ombre », indique celle qui, avant de se lancer en politique, a agi comme conseillère juridique pour l'Association des femmes autochtones des TNO lors des audiences de la Commission d'enquête nationale sur les

femmes et filles autochtones disparues et assassinées.

Seul homme au micro ce jour-là, le chef des Dénés Yellowknives de Ndiłǫ, Ernest Bet-sina, est remonté aux causes profondes de ces violences aujourd'hui vécues. « Les violences faites aux femmes, aux personnes LGBTQ+ et bispirituelles sont causées par une violation persistante des droits de la personne et des droits autochtones, incluant les pensionnats indiens », indique-t-il, alors que la Journée du chandail orange était célébrée la veille, le 30 septembre.

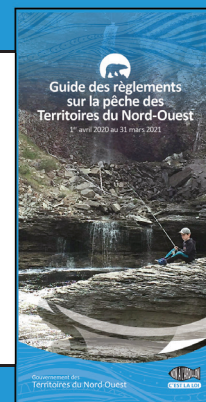
« Aujourd'hui, nous devons soutenir et

continuer à honorer les familles et amis qui ont perdu des êtres chers et leur permettre de guérir au sein de leur foyer, de leur collectivité et à travers le Canada. »

À la fin de la cérémonie, la centaine de personnes jusque-là assises s'est levée et a formé une file devant l'arbre déjà en partie enrubanné. Tour à tour, un nouveau morceau de tissu est venu alourdir ses branches frêles, témoins du poids de l'histoire.

La prochaine célébration de l'Arbre de l'honneur aura lieu samedi 10 octobre à Hay River, près du poste de la GRC, à 13 heures.

Prises et possession : Les limites changent!



Depuis le 1^{er} septembre 2020, les limites de prises et de possession ont changé pour certaines espèces de poisson des TNO.

Les nouvelles limites concernent les espèces suivantes :

- lotte
- grand brochet
- inconnu
- corégone
- cisco
- doré
- touladi

Pour en savoir plus à ce sujet et sur les règlements concernant la pêche aux TNO, consultez le *Guide 2020-2021 des règlements sur la pêche des Territoires du Nord-Ouest* disponible sur notre site Web, au www.enr.gov.nt.ca/fr.



La ministre de la condition de la femme, Caroline Wawzonek, en discussion avec un agent de la GRC présent lors de la cérémonie. (Crédit photo : Cécile Antoine-Meyzonnade)



Gouvernement des
Territoires du Nord-Ouest

Protéger la nature : une approche différente dans les territoires

La Première Nation des Dénés Yellowknives a signé une entente fédérale qui finalise l'établissement de la réserve de parc national Thaidene Nene le 25 septembre 2020, un processus entamé il y a près de 40 ans. Au Yukon, la protection des aires protégées suit un parcours différent.

Nelly Guidici

D'une superficie de 14305 kilomètres carrés, la réserve Thaidene Nene devient le 47^e parc national du Canada. Également partenaires, les Premières Nations de l'Akai-cho qui regroupent la Première Nation des Dénés de Lutsël K'è et la Première Nation Deninu K'ue, ont désormais «un rôle dans la gestion coopérative de la réserve», précise le député des Territoires du Nord-Ouest, Michael McLeod, par voie de communiqué de presse.

La création de cette réserve est le fruit d'un long processus de négociations entamées à la fin des années 1960 et est indissociable des revendications territoriales. À cette époque, le gouvernement du Canada propose la création d'un parc dans la région, mais l'idée ne génère que peu d'attention. C'est 20 ans plus tard que la proposition suscite de l'intérêt et refait surface dans le cadre des discussions liées à la revendication territoriale globale des Dénés et Métis. Cependant, aucune entente n'est trouvée.

Les traités signés au début des années 1900 ne sont pas compris de la même

façon par le gouvernement fédéral et par les Premières Nations. «Les Dénés et la Couronne n'ont pas une compréhension commune des termes et travaillent à résoudre les problèmes de ressources et de gouvernance par la négociation», peut-on lire dans une brochure appelée Le processus Akai-cho, publiée par les Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada.

La réserve de Thaidene Nene fait donc aujourd'hui l'objet d'une gestion coopérative qui, selon le chef de la Première Nation des Dénés Yellowknives, Edward Sangris, «permet à nos membres de participer économiquement à la protection et à la cogestion du parc tout en respectant et en préservant nos droits issus des traités, notre histoire, notre culture et nos traditions».

Symbole de «respect mutuel et de coopération» pour M. Sangris, la création de la réserve est l'occasion, pour le gouvernement fédéral, de réitérer son engagement de protéger un quart des terres et un quart des océans du Canada d'ici 2025 et pour lequel il a alloué un budget de 1,3 milliard de dollars en 2018.



📷 Première Nation de Carcross-Tagish/Paul Dabbs

La Première nation de Carcross/Tagish, le gouvernement du Yukon et le gouvernement du Canada travaillent sur un plan de gestion pour l'habitat protégé de la rivière Tagish qui accueille les oiseaux migrateurs comme le cygne trompette.

Un scénario différent au Yukon

Dans le plus petit des trois territoires, le processus de création de la zone de protection de la rivière Tagish, à une centaine de kilomètres au sud-est de Whitehorse, est régi par l'accord-cadre définitif appelé Umbrella Final Agreement. Signé en 1993, cet accord politique est considéré comme un document de base pour toute discussion concernant le territoire, l'autodétermination ou encore les compensations financières.

«La rivière Tagish revêt une grande importance culturelle pour la Première Nation de Carcross-Tagish, car c'est notre zone de rassemblement culturel depuis des milliers d'années», rappelle le président du comité pour l'habitat de la rivière Tagish, Mark Wedge.

D'une superficie de cinq kilomètres carrés, la zone en question recouvre la rivière Tagish ainsi que la partie sud du lac Marsh. Alors que des consultations avec les citoyens de la Première Nation ont eu lieu depuis les cinq dernières années, un projet de 33 recommandations sur la mise en œuvre d'une gestion pour la zone de la rivière Tagish doit être présenté au public en octobre afin de recueillir les commentaires.

«Nous avons fait un certain nombre de recommandations afin de nous assurer que le concept occidental ne sépare pas l'homme de la notion d'environnement, parce que dans notre savoir traditionnel, les hommes sont connectés aux rivières, aux montagnes et aux animaux qui ont une entité spirituelle», pense M. Wedge.

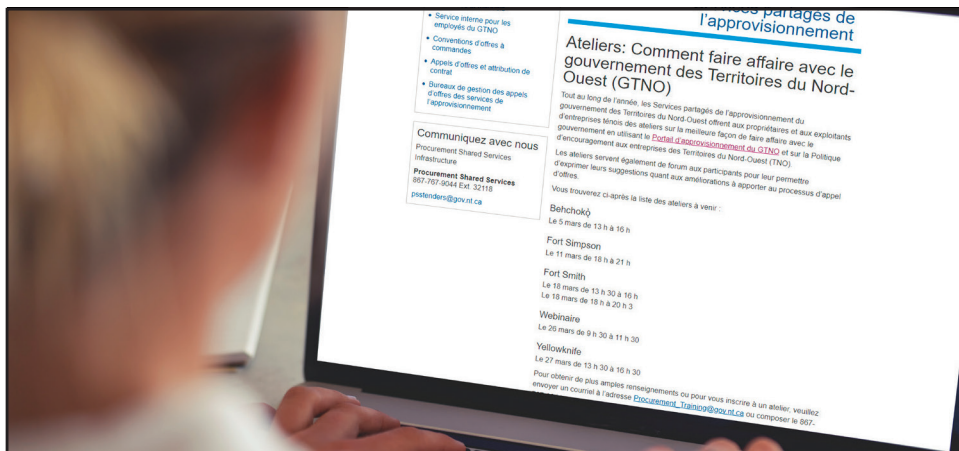
Dans une volonté de protéger les oiseaux migrateurs, comme les cygnes trompettes

qui font habituellement halte dans la région, la neuvième recommandation insiste sur le fait d'informer le public, notamment sur les nuisances qui ont des effets majeurs sur la faune : «réduire ou éliminer le trafic des avions volant à basse altitude (y compris les drones) dans l'aire de protection de la rivière Tagish pendant les étapes clés de la vie des oiseaux migrateurs. Ceci peut être mis en place en réalisant du matériel éducatif à l'attention des exploitants d'aéronefs afin qu'ils évitent la zone à des moments précis de l'année.» Cette recommandation, en particulier, exprime donc la nécessité d'établir un espace aérien contrôlé au-dessus de la rivière Tagish pendant la migration des oiseaux.

Désireux d'aller plus loin dans la démarche, la Première Nation de Carcross-Tagish a invité, il y a deux ans, des Maoris afin de discuter de leur approche dans la protection de leur environnement. Le 15 mars 2017, le parlement de la Nouvelle-Zélande a accordé le statut d'entité vivante à la rivière sacrée Whanganui.

«Nous avons organisé ensemble une cérémonie de l'eau et nous avons dialogué. Ils ont partagé avec nous leur démarche afin de donner une personnalité juridique à la rivière. C'est quelque chose que nous pouvons faire au Canada», précise M. Wedge.

Si les gouvernements du Yukon et du Canada ont accepté de discuter de cet aspect lors de futures rencontres, la Première Nation de Carcross-Tagish, espère, par ce biais, incorporer le savoir traditionnel et la cosmologie autochtone dans la législation contemporaine canadienne.



Les Services partagés de l'approvisionnement du GTNO offriront prochainement des ateliers aux propriétaires et aux exploitants d'entreprises du Nord sur la meilleure façon de faire des affaires avec le GTNO. Les ateliers permettront également aux participants d'exprimer leurs suggestions sur les façons d'améliorer le processus d'appel d'offres.

Utilisation du portail d'approvisionnement du GTNO

7 octobre 2020, de 10 h à 11 h 30

Faire affaire avec le GTNO

7 octobre 2020, de 13 h 30 à 16 h

Remplir le formulaire de demande de statut de fournisseur au titre de la Politique d'encouragement aux entreprises

21 octobre 2020, de 9 h 30 à 11 h

Utilisation du portail d'approvisionnement du GTNO

October 21, 2020 – 1:30 to 3:00 pm

Pour vous inscrire, veuillez envoyer un courriel à Procurement_Training@gov.nt.ca ou téléphoner au 867-767-9044.



Gouvernement des
Territoires du Nord-Ouest

www.gov.nt.ca/fr



📷 Première Nation de Carcross-Tagish/Paul Dabbs

La Première nation de Carcross/Tagish, le gouvernement du Yukon et le gouvernement du Canada travaillent sur un plan de gestion pour l'habitat protégé de la rivière Tagish qui accueille les oiseaux migrateurs comme le cygne trompette.

Yellowknife met tout en œuvre afin de prévenir les incendies

Pour souligner la Semaine de la prévention des incendies, la ville de Yellowknife a procédé au ramassage gratuit des débris anti-incendie chez leurs résidents. Cette initiative, qui s'avère très importante dans la lutte contre les incendies de forêt, s'inscrit dans un large programme de prévention.

Karine Lavoie, Initiative de journalisme local — APF – Territoires

Les incendies de forêt sont un élément normal et important de l'écosystème de la forêt boréale dans les Territoires du Nord-Ouest. Le fait de s'établir dans des zones forestières expose la population ténosie à un risque accru d'incendie de leur propriété, mais il demeure néanmoins possible de vivre en sécurité avec ce risque.

En collaboration avec le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest (GTNO), la ville de Yellowknife a procédé au ramassage gratuit des débris anti-incendie tout au long de la semaine pour sensibiliser les résidents ténosies à l'importance de la prévention dans le domaine des incendies.

Agir en collaboration en misant sur la prévention

Du 5 au 8 octobre inclusivement, les personnes désirant profiter de cette initiative ont pu se débarrasser de débris qui jonchaient leur terrain, tels que les feuilles, les branches et les aiguilles de pin. L'évènement s'est déroulé selon les secteurs de résidences dans la ville, dont l'horaire était affiché sur le site Web de la municipalité.

Cette collaboration entre la municipalité et le gouvernement démontre le travail de prévention réalisé dans le domaine des incendies. «Les efforts de prévention sont le meilleur moyen d'aider les gens à se préparer à

une urgence de feu de forêt et à réduire l'impact que les incendies pourraient avoir sur la vie et les biens», indique Joslyn Oosenbrug, gestionnaire des relations publiques et des communications au ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles du GTNO.

L'importance du travail de collaboration est également citée du côté de la municipalité. «La ville est ravie de travailler avec le GTNO et avec les résidents pour encourager la sécurité incendie à Yellowknife. Ensemble, nous pouvons mieux protéger nos familles et notre communauté contre les incendies de forêt», déclare Alison Harrower, conseillère en communications à la ville de Yellowknife.

Depuis 2015, Services aux Autochtones Canada verse aussi environ 3,2 millions de dollars par année aux Premières Nations afin d'appuyer leur participation au programme Intelli-feu. Celui-ci permet aux communautés des Premières Nations d'acquérir des compétences relatives à la prévention des feux de végétation et à la préparation en cas d'incendie : «Ce sont les dommages causés par les incendies de forêt que nous essayons de prévenir grâce à Intelli-feu», ajoute Madame Oosenbrug.

La municipalité progresse également avec son Plan de protection communautaire contre les feux de forêt de Yellowknife, dans lequel on a identifié des zones à haut risque spécifiques autour de la ville qui bénéficieraient de mesures de réduction de la végétation pour réduire la menace d'incendies.

La situation des feux à Yellowknife

Bien que les feux de forêt soient fréquents dans la région de Yellowknife en raison de sa proximité à la forêt boréale, l'été 2020 aura été peu occupé pour les pompiers ténosies. «Cet été a été plus humide qu'à l'habitude et, par conséquent, nous avons eu moins de feux de forêt dans tout le territoire», affirme Joslyn Oosenbrug.

Selon Richard Olsen, directeur des opérations d'incendies, c'est une bonne nouvelle dans le contexte épidémiologique actuel. Au début de la pandémie, il avait d'ailleurs mentionné ses craintes concernant les risques pour les pompiers ténosies, dont le travail rend la distanciation physique difficile. Une des stratégies mises en place par le ministère de l'Environnement et des Ressources humaines pour réduire les risques d'incendie a été l'interdiction de



La municipalité de Yellowknife et le ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles du GTNO ont collaboré en l'honneur de la Semaine de la prévention des incendies. (Crédit photo : Page Facebook de la municipalité de Yellowknife)


faire des feux, qui a été levée en juillet dernier.

Heureusement, la pandémie n'aura eu aucun impact sur la fréquence des incendies, selon Madame Oosenbrug. «La COVID-19 n'a pas augmenté le nombre d'incendies, contrairement à ce que le ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles prévoyait», affirme-t-elle.

Une application sur mesure

En 2019, l'organisme FireSmart Canada lançait son application téléchargeable *FireSmart Begins at Home*. Cet outil a pour objectif d'impliquer les propriétaires dans des activités volontaires d'atténuation des incendies de forêt en leur proposant une autoévaluation de leur maison. Après une série de questions concernant la propriété des résidents, l'application suggère des actions spécifiques à poser pour réduire les risques d'incendie de forêt.

FireSmart Canada a comme mission de diriger l'élaboration de ressources et de programmes conçus pour rendre davantage autonome la population et accroître la résilience des collectivités en ce qui concerne les feux de forêt partout au Canada.



Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

INSPECTEUR CONTRACTUEL DES ALCOOLS
Norman Wells, Hay River

L'inspecteur contractuel des alcools travaille à titre occasionnel et contractuel pour effectuer des inspections dans des établissements possédant une licence et lors d'événements spéciaux à Norman Wells et à Hay River.

Le candidat qui possède de l'expérience à au moins l'un des postes suivants liés à l'application des lois et des règlements sera privilégié : agent de la paix; agent des ressources renouvelables; agent chargé de faire appliquer les règlements; agent correctionnel; agent des services aux tribunaux; ou agent des transports.

- La plupart des inspections ont lieu le week-end et tard en soirée.
- Le titulaire doit fournir son propre moyen de transport.
- Le candidat retenu sera formé.

Le candidat retenu doit posséder de bonnes compétences interpersonnelles et d'excellentes compétences en communication écrite et orale. Toute expérience antérieure dans un domaine lié à l'application de la loi serait un atout. La vérification du casier judiciaire est une condition préalable à cet emploi.

Date limite : Ouvert jusqu'à ce qu'un candidat qualifié soit trouvé.

Faites parvenir votre candidature à l'adresse suivante :
Service responsable de l'application de la *Loi sur les boissons alcoolisées des TNO*
31, Capital Drive, bureau 204
Hay River NT X0E 1G2
Courriel : Suzanne_hanna@gov.nt.ca
Télec. : 867-874-8722

Pour en savoir plus, veuillez écrire à
liquorenforcement@gov.nt.ca

Nous remercions tous les candidats intéressés; toutefois, nous ne communiquerons qu'avec les candidats retenus pour une entrevue.

www.gov.nt.ca/fr



Savoir polaire Canada

Polar Knowledge Canada

Savoir polaire Canada est
présentement à la recherche d'un ou d'une
Gestionnaire de planification stratégique et publications pour travailler au campus
de la Station canadienne de recherche dans
l'Extrême-Arctique (SCREA) à Cambridge Bay

Pour avoir plus d'information, consultez
l'affiche d'emploi complète au :
<https://www.canada.ca/fr/savoir-polaire/offresdemploichezpolaire.html>



Culture

Le NACC se recentre sur les artistes d'ici

Cette année, le Northern Arts and Cultural Centre offre une programmation entièrement locale. Un choix par dépit à la fois nécessaire et réconfortant.

Cécile Antoine-Meyzonnade

Au NACC, la programmation s'établit au fur et à mesure de la progression — ou du possible recul — des mesures sanitaires.

«Étant donné que les choses changent vite avec la pandémie, c'est très difficile de planifier longtemps à l'avance mais il y a plein d'initiatives qui sont lancées», explique la directrice générale et artistique du centre, Marie Coderre.

«Nous n'avons pas beaucoup de revenus [grâce aux spectacles, locations...], on a fait beaucoup d'événements au mois d'août, sur la scène du Weledeh [site de célébration près de la rivière Yellowknife]. Buskers in the Bush [ou encore le spectacle de] Carmen Braden, souligne Marie Coderre. Au fil des mois, j'essaye d'amasser des sous, de voir toutes les options qu'on a, et je réajuste le budget.»

La location de la salle du NACC, pour des répétitions ou autres, est également ouverte à nouveau au public. Des prix réduits, «spécial pandémie», ont été appliqués, indique Marie Coderre.

Soutien local

La ligne directrice de la programmation est claire : mettre à l'honneur la scène artistique locale.

«Le but de cette année est vraiment de soutenir le plus possible les artistes locaux, assure Marie Coderre. C'est bien d'avoir un rôle à jouer pendant cette pandémie.»



L'artiste Thelma Cheechoo, qui a notamment partagé la scène avec Blue Rodeo et Buffy Sainte-Marie, ouvre la programmation automnale du NACC avec un concert intime le 29 octobre. (Courtoisie Thelma Cheechoo)

Le Centre, qui fêtera ses 40 ans en 2021, remonte sur scène, et en public, le 29 octobre prochain, à 19 h 30. C'est la musicienne Thelma Cheechoo qui assurera le spectacle.

«Elle est crie et vient de North Bay, détaille Marie Coderre. L'année passée, elle a fait une tournée en Australie et en Écosse.»

Les places seront en vente par téléphone ou sur le site internet du NACC au cout de 20\$. Aucun billet ne sera disponible sur place.

Sur les 297 places disponibles dans la

salle, seule une fraction pourra être utilisée.

«Les autorités de la santé nous ont accordées la semaine dernière jusqu'à 50 personnes dans la salle et 25 autres en coulisses», précise Marie Coderre.

Ce concert, ainsi que les futures prestations devraient normalement être filmées et diffusées par la suite sur les différentes pages de réseaux sociaux.

Par ailleurs, le fantaisiste téniois Martin Rehak, accompagné d'autres humoristes de

la région, prépare un spectacle pour Noël et pour la Saint-Valentin.

Une collaboration avec l'auteur-compositeur-interprète Digawolf est également dans les tiroirs. «Il va venir filmer ici son nouveau clip musical et il sera présenté au mois de novembre», précise Marie Coderre.

Contenu vidéo

En partenariat avec l'organisme à but non lucratif de production de contenus vidéos, Western Arctic Moving Pictures (WAMP), le Centre prépare une série de cinq courts-métrages.

«On a un partenariat avec WAMP cette année, mais on travaille quasiment tout le temps avec eux!», souligne la directrice générale.

Si l'entièreté du concept n'est pas encore dévoilée, nous savons d'ores et déjà que chaque vidéo se concentrera sur les TNO.

Au total, «c'est un film par région qui met l'accent sur des artistes de chaque région, explique Marie Coderre. Nous sommes partis au mois de septembre filmer des artistes dans le Dehcho, à Hay River, à Fort Smith...» Ces films devraient être diffusés au courant de mars ou d'avril 2021.

En parallèle, une vidéo retraçant les prestations du festival Buskers in the Bush est actuellement diffusée sur les réseaux sociaux du Centre. «On voulait faire une vidéo pour ceux qui ne pouvaient pas se rendre sur la trail», détaille Marie Coderre.



Oscar Aguirre

Bonn, l'une de plus anciennes villes d'Allemagne, est située sur les deux rives du Rhin, là où le fleuve émerge du massif Rhénan pour poursuivre sa course vers la plaine, au sud des contreforts d'Eifel. Durant les XVII^e et XVIII^e siècles, Bonn est la capitale de l'électorat de Cologne, gouvernée par le Saint-Empire romain germanique par des princes électeurs, et est caractérisée par une vie culturelle et artistique intense. C'est dans cette ville que Ludwig Van Beethoven, compositeur de musique classique (qui forme avec Haydn et Mozart le triangle d'or du classicisme viennois), naît entre le 15 et le 16 décembre 1770.

Ludwig appartient à une famille de musiciens dont l'origine est la Flandre. Son grand-père, dont le prénom est aussi Ludwig, est un grand compositeur et organiste, qui quitte la Flandre en 1731 pour s'installer avec sa famille à Bonn et devenir maître de chapelle pour le prince électeur de Cologne, Clément-Auguste de Bavière, archevêque d'origine flamande, promoteur des arts et des sciences à Bonn. C'est à Bonn que Johann Van Beethoven, le père de Ludwig naît et qu'il devient aussi compositeur et l'un des meilleurs ténors de la région. Il travaille aussi pour le prince électeur. Il est marié à Maria Magdalena Keverich avec qui il a sept enfants, mais dont seulement trois parviendront à la vie adulte. Ludwig est le deuxième de ses enfants, et durant ses premières années, il montre des capacités musicales exceptionnelles. Son premier maître est son père, qui dès sa tendre enfance, lui enseigne à lire des portées musicales et à chanter juste.

Lorsque Ludwig arrive à l'âge de quatre ans, il commence à maîtriser le piano-forte et, en 1783, il devient étudiant de musique de Christian Gottlob Neefe. Christian est un autre grand compositeur, pianiste et directeur d'orchestre qui travaille comme organiste pour le prince électeur. Il fait des études de droit à l'université de Leibniz, mais il se dévoue à la musique et compose des concertos pour piano, de la musique de chambre et des opéras. De manière similaire à Mozart, il devient franc-maçon et, en plus, il est membre des *illuminati* de Bavière (société qui tenait à contrôler les actions gouvernementales par des philosophies ésotériques et des philosophies des Lumières). Avec lui, Ludwig perfectionne ses habiletés de pianiste et de compositeur et, en 1783, il publie trois de ses premières sonates pour piano.

L'auteur anime habituellement *Trésor de la musique classique* à 21 h, la diffusion de ce programme est actuellement en pause sur Radiotaiga.com.

ÉQUILIBREZ votre vie. VIVEZ pleinement.



Venez travailler avec nous!

Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest (GTNO) offre des programmes et des services à plus de 44 000 résidents répartis dans 33 collectivités à travers les Territoires du Nord-Ouest. Pour remplir cette mission, nous avons besoin d'une équipe talentueuse et diversifiée d'employés dévoués et représentatifs du public que nous servons.

Faire carrière au GTNO, c'est saisir l'occasion d'avoir un métier qui a du sens, tout en bénéficiant d'un généreux salaire et d'avantages sociaux intéressants (retraite, congés payés, assurance-maladie).

Consultez le site www.travaillezaugtno.ca dès aujourd'hui. Découvrez les dernières offres d'emploi et rejoignez notre groupe de talents afin de recevoir des avis automatiques pour les postes qui vous intéressent.



www.travaillezaugtno.ca

Gouvernement des
Territoires du Nord-Ouest



Mardi 6 octobre, une colonne d'histoire dénée a été inaugurée au coin de Franklin et de la 50e rue. Première d'une série de six, la structure est formée de quatre panneaux. Les artistes ténois Sadelto Scott, Robyn Scott, Dennis Kenny, Angela Gzowski, Courtney Chetwynd, Jessica McVicker et Alison McCreesh ont chacun participé à l'élaboration de ce projet débuté en juin dernier. « C'est un symbole de réconciliation, a lancé le chef des Dénés Yellowknives de Ndilo, Ernest Betsina. Une reconnaissance de notre peuple par la ville. Cela permettra aux gens de découvrir davantage notre culture, notre héritage. » (Crédit photo : Cécile Antoine-Meyzonnade)

MOTS CROISÉS

N° 673

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											
12											

- HORIZONTALEMENT

1. Rancœur.

2. Bombardement – Compagne.

3. Démonstratif – Parcours des yeux – Verrou.

4. Idiot – Avalés.

5. Étude des tumeurs cancéreuses – La mienne.

6. Océan – Mesure agraire – Excessivement.

7. Malléabilité.

8. Tranche de bœuf grillé – Crochet.

9. Garnir de voiles – Opus – Graffiti.

10. Négation – Rayon – Mammifère ruminant.
- VERTICALEMENT

1. Reconduire.

2. Intemporel – Consonance.

3. Saint – Comprime – Béryllium.

4. Saut périlleux – Mesurer.

5. Dont les côtés sont égaux.

6. Dêvêtu – Machine hydraulique à godets – Terre entourée d'eau.

7. Pareil – Léopard – Quatre.

8. Ceinture japonaise – Orifice de la peau.
11. Rendre plus beau – Venue au monde.

12. Bramer – Conduits.

RÉPONSE DU N° 673

S	I	N	E	L	E	R	E	R	E	R	E
E	E	N	R	I	T	E	B	M	E		
I	D	V	K	O	I	V	R	I	N		
G	V	L	P	O	R	E	R	E			
E	S	S	E	K	V	E	S	T	E	S	V
L	E	T	I	C	I	T	S	V	L	P	
P	O	R	T	E	A	R	E	M			
V	M	E	I	G	O	T	O	N	O		
R	S	U	B	N	I	T	C	R	E		
E	U	O	O	L	U	L	C	E			
I	E	A	V	E	U	A	T	A	T		
E	N	T	I	M	E	N	T	E	S		

SUDOKU

JEU N° 676

NIVEAU : INTERMÉDIAIRE

	1	9			2			
					8	1	9	
3							2	
2	7					5		
				4	9			
5							1	3
							4	6
		3			1	9	8	
				7	6			

RÈGLES DU JEU :

Vous devez remplir toutes les cases vides en plaçant les chiffres 1 à 9 une seule fois par ligne, une seule fois par colonne et une seule fois par boîte de 9 cases.

Chaque boîte de 9 cases est marquée d'un trait plus foncé. Vous avez déjà quelques chiffres par boîte pour vous aider. Ne pas oublier : vous ne devez jamais répéter les chiffres 1 à 9 dans la même ligne, la même colonne et la même boîte de 9 cases.

RÉPONSE DU JEU N° 676

1	5	8	9	7	8	2	4	6
7	8	6	1	2	4	3	5	9
9	4	2	5	6	3	1	8	7
3	1	4	7	9	2	5	8	6
2	7	8	6	4	5	9	3	1
6	9	3	8	1	4	5	9	2
8	2	7	4	1	6	5	9	3
5	6	1	8	3	9	7	2	4
4	3	9	2	6	7	5	2	8